



Odycé Nexia SAS  
Membre de Nexia  
17, Bd A. Cieussa, 13007 Marseille  
7, rue de Madrid 75008 Paris

**A.N.E.F. 63**

Association Loi 1901  
RNA n°W632003467  
34, Rue Niel  
63000 – CLERMONT-FERRAND

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Odycé Nexia SAS - Membre de Nexia**

SAS au capital de 150 000 euros  
RCS Marseille 343 276 580  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia

**Odyce Nexia SAS - Membre de Nexia**

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia

**A.N.E.F. 63**

Association Loi 1901

RNA n°W632003467

34, Rue Niel

63000 – CLERMONT-FERRAND

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association A.N.E.F. 63,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.N.E.F. 63 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association<sup>Erreur ! Signet non défini.</sup> ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 12 juin 2024,

Le commissaire aux comptes,

**Odyce Nexia SAS**  
Membre de Nexia

---

**Valentin MALBOS**



ASSOCIATION ANEF 63

# Comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

# Table des matières

<b>PREAMBULE</b>	<b>6</b>
<b>INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
1. <b>Objet social de l'Association ANEF63</b>	<b>6</b>
2. <b>Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées</b>	<b>7</b>
3. <b>Moyens mis en œuvre</b>	<b>9</b>
<b>FAITS MARQUANTS</b>	<b>9</b>
1. <b>Faits marquants de l'exercice</b>	<b>9</b>
2. <b>Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes</b>	<b>10</b>
<b>PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b>	<b>11</b>
1. <b>Règlementation comptable</b>	<b>11</b>
1. <b>Dérogation aux principes comptables</b>	<b>11</b>
2. <b>Agrégation des comptes de l'association</b>	<b>12</b>
3. <b>Principales méthodes retenues</b>	<b>12</b>
A. <b>Méthodes d'évaluations, d'amortissements et de dépréciations de l'actif immobilisé</b>	<b>12</b>
B. <b>Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant</b>	<b>13</b>
C. <b>Fonds propres</b>	<b>13</b>
D. <b>Fonds dédiés</b>	<b>14</b>
E. <b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>15</b>
G. <b>Cotisations</b>	<b>15</b>
H. <b>Contributions volontaires en nature</b>	<b>15</b>
4. <b>Changements comptables : Néant</b>	<b>16</b>
5. <b>Autres changements comptables</b>	<b>16</b>
<b>Informations relatives aux postes du bilan</b>	<b>16</b>
1. <b>Actif immobilisé</b>	<b>16</b>
2. <b>Amortissements</b>	<b>17</b>
3. <b>État des amortissements</b>	<b>18</b>
4. <b>État des échéances des créances à la clôture de l'exercice</b>	<b>19</b>
5. <b>Produits à recevoir</b>	<b>19</b>
6. <b>Charges et produits constatées d'avance</b>	<b>20</b>
7. <b>Tableau des fonds propres</b>	<b>20</b>
A. <b>Tableau de variation des fonds propres</b>	<b>20</b>
8. <b>Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité</b>	<b>21</b>
9. <b>Résultats, reports et réserves n'ayant pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part de l'autorité de tarification.</b>	<b>22</b>

<b>10. Passage du résultat effectif au résultat administratif et proposition d'affectation (établissements en procédure budgétaire annuelle. _____</b>	<b>23</b>
<b>11. Tableau de variation des fonds dédiés _____</b>	<b>25</b>
A. Tableau de variation des fonds dédiés _____	25
<b>12. Tableau de variation des provisions _____</b>	<b>25</b>
<b>13. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice _____</b>	<b>26</b>
<b>14. Charges à payer _____</b>	<b>27</b>
<b><i>Informations relatives aux postes du compte de résultat _____</i></b>	<b>28</b>
1. Ventilation des produits _____	28
2. Composition du résultat financier _____	29
3. Composition du résultat exceptionnel _____	29
<b><i>Autres informations _____</i></b>	<b>30</b>
1. Effectifs _____	30
2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants. _____	30
<b><i>Engagements hors bilan _____</i></b>	<b>30</b>
1. Avals, garanties et cautions _____	30
2. Crédit-Bail _____	30



# BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)	VARIATION
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
Immobilisations incorporelles	102 895	95 542	7 354	4 978	
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	102 895	95 542	7 354	4 978	2 375
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 202 778</b>	<b>2 750 350</b>	<b>1 452 428</b>	<b>1 455 455</b>	
Terrains	48 446		48 446	48 446	-
Constructions	622 849	201 050	421 799	439 535	17 736
Installations techniques, matériel et outillage industriels	812 814	559 973	252 841	252 457	384
Autres immobilisations corporelles	2 718 669	1 989 328	729 342	715 017	14 325
Avances et acomptes					
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>					
Immobilisations financières	568 130		568 130	506 115	
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés	20		20	20	-
Prêts	294 105		294 105	265 492	28 613
Autres	274 005		274 005	240 603	33 402
<b>Total I</b>	<b>4 873 803</b>	<b>2 845 892</b>	<b>2 027 911</b>	<b>1 966 548</b>	<b>61 363</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Stocks et en-cours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 136 228		1 136 228	1 182 581	46 353
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>					
Autres	4 363 352		4 363 352	642 649	3 720 703
Valeurs mobilières de placement	-		-	-	-
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	5 924 081		5 924 081	8 587 541	2 663 460
Charges constatées d'avance	56 715		56 715	14 814	41 901
<b>Total II</b>	<b>11 480 376</b>		<b>11 480 376</b>	<b>10 427 585</b>	<b>1 052 791</b>
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion Actif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>16 354 179</b>	<b>2 845 892</b>	<b>13 508 287</b>	<b>12 394 133</b>	<b>1 114 154</b>

# BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)	VARIATION
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>			
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	1 054 936	1 041 253	13 683
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...			-
Fonds propres avec droit de reprise			-
Ecart de réévaluation			-
Réserves	2 217 803	1 953 228	264 575
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 175 095	1 910 520	264 575
Réserves statutaires ou contractuelles			-
Réserves pour projet de l'entité			-
Autres	2 217 803	1 953 228	264 575
Report à nouveau	1 465 552	917 096	548 456
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 438 522	927 275	511 247
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-920 257</b>	<b>781 757</b>	<b>- 1 702 013</b>
Dont excédent ou déficit des activités sociales et et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 709 182	763 761	- 1 472 943
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>3 818 034</b>	<b>4 693 334</b>	<b>- 875 299</b>
Fonds propres consommables			-
Subventions d'investissement	138 597	150 144	- 11 547
Provisions réglementées	1 165 511	1 139 706	25 805
Autres fonds associatifs (partie 2/2)			-
<b>Total I</b>	<b>5 122 141</b>	<b>5 983 184</b>	<b>- 861 042</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			-
Fonds reportés liés aux legs ou donations			-
Fonds dédiés	1 044 552	1 622 094	- 577 542
<b>Total II</b>	<b>1 044 552</b>	<b>1 622 094</b>	<b>- 577 542</b>
<b>PROVISIONS</b>			-
Provisions pour risques	114 722	249 747	- 135 025
Provisions pour charges	519 804	662 585	- 142 781
<b>Total III</b>	<b>634 526</b>	<b>912 332</b>	<b>- 277 806</b>
Fonds dédiés			-
<b>Total III bis</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES</b>			-
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 971 233	1 026 865	1 944 368
Emprunts et dettes financières diverses	34 173	25 974	8 199
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 468 792	1 127 658	341 134
Dettes des legs ou donations			-
Dettes fiscales et sociales	1 485 958	1 525 165	- 39 207
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			-
Autres dettes	746 912	7 596	739 316
Instruments de trésorerie			-
Produits constatés d'avance		163 265	- 163 265
<b>Total IV</b>	<b>6 707 068</b>	<b>3 876 523</b>	<b>2 830 545</b>
Ecart de conversion Passif (V)			-
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>13 508 287</b>	<b>12 394 133</b>	<b>1 114 154</b>



# COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)	VARIATION
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations	1 178	1 101	77
Ventes de prestations de service	936 453	803 281	133 172
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales	711 694	366 543	
Produits de tiers financeurs			-
Concours publics et subventions d'exploitation	21 345 928	19 357 915	1 988 013
dont Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	8 833 928	7 723 263	
Dons manuels		294	- 294
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	362 897	93 126	269 771
Utilisations des fonds dédiés	1 284 143	1 303 089	- 18 946
Autres produits	708 808	672 182	36 626
<b>Total I</b>	<b>24 639 408</b>	<b>22 230 988</b>	<b>2 408 420</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Autres achats et charges externes	12 353 462	9 461 169	2 892 293
Impôts, taxes et versements assimilés	919 874	726 474	193 400
Salaires et traitements	7 781 286	6 507 727	1 273 559
Charges sociales	3 048 349	2 457 708	590 641
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	477 618	434 323	43 295
Dotations aux provisions		229 967	- 229 967
Reports en fonds dédiés	706 601	1 301 957	- 595 356
Autres charges	277 283	322 001	- 44 718
Aides financières			-
Autres charges	277 283	322 001	- 44 718
<b>Total II</b>	<b>25 564 472</b>	<b>21 441 326</b>	<b>4 123 146</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>- 925 064</b>	<b>789 662</b>	<b>- 1 714 726</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Autres intérêts et produits assimilés	32 680	7 080	25 600
<b>Total III</b>	<b>32 680</b>	<b>7 080</b>	<b>25 600</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Intérêts et charges assimilées	623	1 125	- 502
<b>Total IV</b>	<b>623</b>	<b>1 125</b>	<b>- 502</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>32 057</b>	<b>5 955</b>	<b>26 102</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>- 893 007</b>	<b>795 617</b>	<b>- 1 688 624</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations en capital	18 459	55 814	- 37 355
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 625	450	1 175
<b>Total V</b>	<b>20 084</b>	<b>56 264</b>	<b>- 36 180</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	7 216	9 345	- 2 129
Sur opérations en capital	5 113	48 701	- 43 588
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	35 003	12 079	22 924
<b>Total VI</b>	<b>47 332</b>	<b>70 125</b>	<b>- 22 793</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>- 27 249</b>	<b>- 13 861</b>	<b>- 13 388</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>24 692 171</b>	<b>22 294 332</b>	<b>2 397 839</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>25 612 427</b>	<b>21 512 576</b>	<b>4 099 851</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>- 920 256</b>	<b>781 756</b>	<b>- 1 702 012</b>
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	- 709 182	763 761	- 1 472 943

# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

## PREAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 13.508.287 Euros
- Total des produits d'exploitation : 24.639.408 Euros
- Résultat comptable de l'exercice (Excédent « + » / Déficit « - ») : - 920.256,69 Euros

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023, l'exercice précédent clos le 31 décembre 2022 couvrait également une période de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font parties intégrantes des comptes annuels de l'Association ANEF63 arrêté par le **Conseil d'Administration** de l'Association en date du **30 mai 2024**.

L'annexe comporte les informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat. Les informations sont présentées dans l'annexe des comptes dans l'ordre selon lesquels les postes auxquels elles se rapportent sont présentés dans le bilan et le compte de résultat.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'**Association** ANEF63. Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

## INFORMATIONS GENERALES

(Article 431-1 du règlement ANC N° 2018-06)

### 1. Objet social de l'Association ANEF63

L'ANEF 63 a pour objet d'œuvrer à la protection et l'insertion de toute personne se trouvant en danger moral, physique, ou d'exclusion, en dehors de toute préoccupation politique partisane ou confessionnelle et sans exclusive.

Elle contribue au développement de la vie personnelle, familiale, culturelle, professionnelle et sociale des personnes accueillies, par toutes formes d'entraide et d'accompagnement exercées par des professionnels (elles) qualifiés (ées) pour le travail social.

Elle met en place des actions, services ou établissements propres à la réalisation de son objet, notamment pour la protection de l'enfance et l'accès au logement. Pour cela, elle intervient



dans le cadre de missions de service public, de politiques sociales et de contrats avec des partenaires publics et privés, ou à sa propre initiative.

## **2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

Les missions de l'association s'articulent en trois pôles (Enfance Jeunesse, Hébergement Logement et Allier) et sur les services suivants à la fois sur le département du Puy de Dôme et celui de l'Allier.

### **Foyer Educatif**

Dans le cadre de la protection de l'enfance, le foyer éducatif accueille des mineurs au titre de l'assistance éducative ou de l'ordonnance 1945 ainsi que des majeurs bénéficiant d'un contrat jeune majeur de l'Aide sociale à l'enfance.

Le foyer éducatif est habilité pour accueillir 30 adolescents ou jeunes majeurs sur site et en diffus.

### **AEMO/AED**

Habilité par le Conseil Départemental et la Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse pour 411 mesures, le service AEMO/AED a pour mission de venir en soutien aux parents qui rencontrent des difficultés éducatives dans le cadre de mesures, soit d'aide éducative à domicile (administrative), soit d'une assistance éducative en milieu ouvert (judiciaire).

### **Service des Mineurs Non Accompagnés (SEMNA)**

Convention jusqu'au 30/09/2020 avec le Conseil Départemental pour l'accueil et l'accompagnement de 108 mineurs non accompagnés en logement diffus. Puis habilitation à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020 pour une période expérimentale de 3 ans. + **Maison MNA** (arrêté d'extension de service de 16 places à compter de septembre 2022).

### **Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (Clermont Fd et Vichy)**

Les CHRS ont pour mission d'héberger des familles éprouvant des difficultés à accéder ou à se maintenir dans un logement, de construire avec eux un projet d'adaptation et d'insertion sociale et professionnelle afin de leur permettre d'accéder à un logement pérenne. Le CHRS de Clermont-Ferrand dispose de 101 places pour des familles sur site et en diffus, celui de Vichy de 33 places sur site et en diffus.

### **Pôle d'Accompagnement vers l'Emploi**

Le service Pôle d'Accompagnement vers l'Emploi se propose d'accompagner les personnes accueillies à l'ANEF dans leur insertion professionnelle et en particulier les personnes bénéficiaires du RSA. Il bénéficie d'un financement par les Fonds Européens et le Conseil départemental.

### **Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation**

La mise en place et les missions des services intégrés de l'accueil et de l'orientation sont stipulées (SIAO) dans la circulaire du 8 avril 2010. Ils sont chargés de la mise en œuvre du service public de l'hébergement et de l'accès au logement. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et après appel à projet, l'ANEF Puy-de-Dôme est porteuse du SIAO dans le département, forte de son

expérience et de sa pratique d'urgence et d'insertion acquise depuis 2001 avec le Service Accueil Orientation (SAO). Le SIAO est organisé en deux services distincts :

- Le service urgence/115 qui attribue les places, coordonne les partenaires du dispositif d'hébergement d'urgence et réalise une 1<sup>ère</sup> évaluation sociale.
- Le Service d'Insertion et d'Orientation qui oriente sur le dispositif d'hébergement d'insertion et du logement accompagné, coordonne les partenaires et accompagne les personnes jusqu'au logement pérenne.

### **Le Service d'Accompagnement Lié au Logement**

Habilité par le Conseil Départemental et après accord du Fonds Solidarité Logement, ce service a pour mission de favoriser l'accès et le maintien durable des personnes dans leur logement, l'autonomie et la responsabilisation des personnes et les aider à s'intégrer dans leur environnement.

### **L'Intermédiation Locative**

Sous la forme de sous location, ce dispositif accueille des familles solvables afin d'y intégrer rapidement un logement pérenne dans le parc des bailleurs public et privé. Un accompagnement à la gestion budgétaire et au « savoir-habiter » est organisé par des travailleurs sociaux.

### **Les appartements relevant de l'Allocation de Logement Temporaire (ALT)**

Dédié aux jeunes de 18 -25 ans ou à des Femmes Victimes de Violences Conjugales, ce dispositif accueil des personnes non solvable ou relevant de minimas sociaux. Un accompagnement personnalisé et global est assuré par une équipe éducative.

### **Les Hébergements d'Urgence et Logement Temporaires (HULT) sur le 03 (depuis 2020) et le 63**

Dans le cadre du 115, nous gérons 43 appartements d'hébergement d'urgence accompagnés, en diffus, par convention avec la Direction départementale de la Cohésion Sociale.

### **Les Hébergements d'Urgence Demandeurs d'Asile (HUDA)**

A la demande de la Direction Départemental de la Cohésion Sociale, ce dispositif accueille des Demandeurs d'Asile en cours d'instruction et en attente d'une place dans un Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile dans 20 appartements en diffus.

### **Lits Halte Soins Santé**

Financé par l'Action Régionale pour la Santé, ce service accueille des personnes ne bénéficiant pas d'un logement et rencontrant des problèmes de santé. Il peut accueillir 8 personnes.

### **Service d'Accueil de Santé Publique de Proximité**

Ce service propose une prise en charge médicale et psychologique aux personnes en situation de précarité.

### **Accueil de Jour**

Les personnes accueillies dans le cadre de l'accueil de jour bénéficient d'une prise en charge par un travailleur social et une psychologue.

### **Maison Relais**

Accueil des personnes dans un habitat à caractère collectif pour une durée illimitée avec des parties privatives. La Maison Relais est destinée à des personnes ayant acquis une certaine autonomie mais ne pouvant accéder à un logement dit de droit commun ou s'y maintenir, en raison de leurs difficultés sociales, psychologiques ou de santé.

### **Tiers Lieux**

Accueil en journée d'un public très précaire. La mission première est de favoriser l'accès à l'alimentation des personnes hébergées à l'hôtel. Ce lieu est devenu également et majoritairement un lieu de lien social.

**Crèche Les Guillemets** : apport partiel d'actif avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Accueil de jeunes enfants (10 places) avec mission d'accompagnement et d'insertion auprès des parents. Crèche à vocation d'insertion professionnelle (AVIP)

### **Hébergement d'Urgence Réfugiés Ukrainiens :**

A compter de mars 2022, la préfecture de l'Allier a confié à l'ANEF63 la coordination de l'accueil et l'hébergement des déplacés Ukrainiens. Deux centres d'accueil provisoires ont été ouverts.

### **Intermédiation Locative Ukraine :**

Accueil temporaire de personnes réfugiées Ukrainiennes au sein d'une soixantaine d'appartements relevant du dispositif IML

### **Médiation Familiale :**

Visé à prévenir la rupture familiale et à favoriser la coparentalité. Temps d'écoute, d'échanges et de négociation permettant d'aborder les problèmes liés à un conflit familial.

## **3. Moyens mis en œuvre**

La réalisation des missions susmentionnées s'appuie sur un ensemble d'enveloppes financières (une quarantaine par année) sous forme de dotation globale et prix de journée pour les établissements et subventions pour les actions conventionnées pour un total de **24,6 M€** en 2023 (avec enveloppes Hôtels).

Les équipes (254 ETP) prennent en charge le public et situations définies par l'objet de l'association sur une douzaine de sites sur Clermont Ferrand, Riom, Issoire, Vichy, Cusset, Montluçon et Saint Pourçain.

## **FAITS MARQUANTS**

### **1. Faits marquants de l'exercice**

**La signature des CPOM Allier et Puy de Dôme** n'a pu aboutir au 31/12/2023 faute de lisibilité sur les financements.

Pour le Puy de Dôme les sommes annoncées par la DDETS affichaient une insuffisance de financement sur la période de 3 ans de 700 K€. Pour l'Allier, pas de précision sur les enveloppes.

Le Conseil d'Administration s'est positionné sur un report de signature sans éléments financiers plus rassurants.

**Dispositifs Ukraine** : baisse importante des financements d'hébergement d'urgence du public Ukrainien. Le prix de journée de 50 € par personne en 2022, a chuté à 25 € par jour sur la seconde partie de l'année 2023.

L'organisation du service, les effectifs embauchés ont été calibrés sur le niveau de financement 2022. Malgré une réorganisation qui a été opérée sur le second semestre et qui a nécessairement demandé du temps et de l'adaptation, le résultat HU Ukraine est fortement déficitaire : -257 K€ au 31/12/2023.

L'affectation de l'excédent 2022 de 231 K€ qui était prévue en réserves pour immobilisations et mesures d'exploitation est par conséquent caduque.

L'excédent 2022 va être réaffecté en atténuation du déficit 2023.

L'accueil d'urgence Ukraine a cessé au 31/12/2023. Certaines places ont été transférées sur l'accueil en intermédiation locative Ukraine avec le financement afférent.

**Situation de trésorerie** : L'année 2023 a également été marquée par de fortes tensions au niveau de la trésorerie, notamment sur le second semestre : les services de l'Etat du Puy de Dôme ont tardé à verser à l'association à la fois, les enveloppes liées aux dispositifs Hotels et les subventions SIAO, HUDA et HULT.

Les règlements fournisseurs ont été suspendus pendant plusieurs semaines afin d'honorer les échéances des salaires et charges sociales via les DSN.

Malgré les efforts répétés (soit par échanges de courriers, soit par rencontres avec monsieur le préfet du Puy de Dôme), la situation est restée bloquée jusqu'à la fin du mois de décembre.

Craignant l'impossibilité de régler les salaires et les DSN, l'association ANEF 03-63 s'est vue contrainte au recours aux avances de trésorerie.

Les établissements bancaires partenaires de l'ANEF 03-63, Caisse d'Epargne et Société Générale ont répondu présents à hauteur de 500.000 € chacun.

Le recours au découvert a été très limité et a entraîné des agios et frais de dossier à hauteur de 1 K€.

L'encaissement de l'ensemble des sommes attendues entre le 20 décembre et le 04 janvier 2024 a permis à l'association de retrouver un niveau de trésorerie global de l'ordre 5.400 K€.

## **2. Faits marquants survenus postérieurement à la clôture et avant l'arrêté des comptes**

Afin de ne pas renouveler cet épisode de grandes difficultés de trésorerie sur l'année 2024 et suivantes, par courrier adressé à Monsieur le préfet du Puy de Dôme, le conseil d'administration



a affiché son intention de ne plus assurer la prise en charge des nuitées hôtelières au-delà du 31 mars 2024, sauf si un nouveau mécanisme de financement fiable était mis en place.

De fait, la dotation globale du CHRS et une part des subventions a été versées par la DDETS dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2024. Des échanges réguliers sont maintenus entre la DDETS et l'ANEF 03-63 pour poursuivre cet effort des services de l'Etat et maintenir le mode de gestion actuel des dépenses hôtelières.

## **PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

### **1. Règlementation comptable**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Indépendance des exercices ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;
- Du règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ; en tenant compte de ces règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité.
- Du règlement N° 2019-04 de l'ANC du 08 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le chapitre II du titre I du livre V du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du règlement n°2023-01 de l'Autorité des normes comptables (ANC) du 12 mai 2023 modifiant le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;

### **1. Dérogation aux principes comptables**

Néant

## 2. Agrégation des comptes de l'association

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée (art. R314.82 CASF) et des comptes de liaison qui enregistrent toutes les opérations entre établissements et services.

Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, il a été effectué :

- Une sommation des différentes comptabilités,
- Une élimination des opérations internes de l'Association. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun et des prestations réciproques.

Le résultat comptable de l'Association est déterminé par différence entre les produits et les charges. Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des « Activités en gestion propre »,
- Les résultats sous contrôle des tiers financeurs des « Activités contrôlées ». Les résultats sous contrôle des tiers financeurs ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités compétentes qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R314-52 du CASF.

En ce sens, deux niveaux de résultats apparaissent :

- le résultat comptable en conformité avec les principes et règles comptables en vigueur. Ce résultat est arrêté par le Conseil d'Administration.
- le résultat effectif sous-contrôle du tiers financeur qui correspond au résultat comptable auquel on ajoute les résultats antérieurs repris.

## 3. Principales méthodes retenues

### A. Méthodes d'évaluations, d'amortissements et de dépréciations de l'actif immobilisé

(Article 833-3 du règ. ANC 2014-03)

#### **Immobilisations incorporelles :**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 à 5 ans

#### **Immobilisations corporelles :**

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Bâtiments	Linéaire	60 ans
Agencements des constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	5 ans
Agencements	Linéaire	5 à 10 ans

<b>Matériel de transport</b>	<b>Linéaire</b>	<b>5 ans</b>
<b>Matériel de bureau</b>	<b>Linéaire</b>	<b>3 à 5 ans</b>

## **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont constituées des éléments suivants :

1. La cotisation « effort construction » est inscrite chaque année en compte 274 - Prêt 1% Logement - (pour une durée de 20 ans). Chaque année, l'organisme Action Logement rembourse à l'Association le montant versé (20 ans auparavant). Les montants sont inscrits à leur valeur réelle et un rapprochement est effectué avec Action Logement.
2. Les cautions versées sont inscrites pour leurs valeurs vénale en compte 275000 – Dépôts et cautionnements - : cautions versées aux bailleurs pour le parc locatif de l'ANEF.

## **B. Méthodes d'évaluation et de dépréciation de l'actif circulant**

(Article 834-6 du règ. ANC 2014-03)

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur vénale. En raison d'absence de risque pesant sur le recouvrement de ces créances, aucune provision pour dépréciation n'a été constatée à la clôture de l'exercice.

### **Valeurs mobilières de placements**

Les supports de placement de la trésorerie excédentaire de l'association sont les suivants :

1. Comptes sur Livrets
2. Livret A

Les opérations sont comptabilisées au regard des relevés bancaires mensuels.

### **Trésorerie**

Les opérations sont comptabilisées au fur et à mesure des décaissements et encaissements.

Un état de rapprochement bancaire est réalisé mensuellement.

## **C. Fonds propres**

### **Présentation des fonds propres**

Conformément à l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04, l'activité sociale et médico-sociale est présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants :

- réserves
- report à nouveau
- excédent ou déficit de l'exercice.

Ce tableau est présenté au chapitre « Informations relatives aux postes du bilan » section « fonds propres ».

## **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

## **D. Fonds dédiés**

### **Principes généraux**

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles ;
- les autres contributions accordées par l'autorité de tarification. Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS ».

Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

### **Utilisation des fonds dédiés (immobilisations amortissables)**

(Article 132-3 du règ. ANC 2018-06)

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Sont comptabilisées au crédit du compte « Utilisation de fonds dédiés » :

- les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini ;
- les montants des immobilisations acquises ou produites dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini



## E. Provisions pour risques et charges

### Principes généraux

Des provisions sont comptabilisées lorsque l'association a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

## F. Indemnités de fin de carrière

Convention collective applicable	15-mars-66
Âge légal de départ en retraite retenu	62 ans
Taux d'actualisation	0%
Table de mortalité	95,69%
Hypothèses de turnover	3,83%
Indice d'évolution des rémunérations	0%
Taux de charges sociales et fiscales	56,36%
<b>Montant de l'engagement total</b>	<b>505 894 €</b>
<b>Valeur du fonds IFC externalisé à la clôture</b>	<b>- €</b>
<b>Montant de la provision</b>	<b>505 894 €</b>

## G. Cotisations

(Article 142-1 du règ. ANC 2018-06)

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les autres cotisations sont appelées cotisations avec contrepartie.

Pour l'Association ANEF63, les cotisations sont sans contrepartie.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## H. Contributions volontaires en nature

L'Association a décidé de ne pas valoriser les contributions volontaires en nature au titre du bénévolat car il est à ce jour impossible d'approcher avec suffisamment de fiabilité ces heures, qui en outre, ne présentent pas un caractère significatif pour l'Association.

#### 4. Changements comptables : Néant

#### 5. Autres changements comptables

**Changement à l'initiative de l'entité** : Néant

**Changement d'estimation** : Néant

**Correction d'erreur** : Néant

### Informations relatives aux postes du bilan

#### 1. Actif immobilisé

##### Valeur brute

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
		Acquisitions	Apports	Transferts	Cessions	Scissions	Transferts	
<b>Immobilisations incorporelles</b>								
Frais d'établissement, de recherche et								
<b>Total I</b>	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres postes d'immobilisations incorporelles</b>								
	98 881	4 310			296			102 895
<b>Total II</b>	98 881	4 310	0	0	296	0	0	102 895
<b>Immobilisations corporelles</b>								
Terrains	48 446							48 446
Constructions	622 849							622 849
Installations générales, agencement des constructions								
Installations techniques, matériels et outillage industriels	760 531	91 166			38 883			812 814
Installations générales, aménagements divers								
Matériel de transport								
Matériel de bureau et informatique								
Mobilier								
Autres	2 540 829	298 436		2 564	120 596		2 564	2 718 669
Immobilisations corporelles en cours								
Avances et Acomptes								
<b>Total III</b>	3 972 655	389 602	0	2 564	159 478	0	2 564	4 202 778
<b>Immobilisations financières</b>								
Autres titres immobilisés	20							20
Prêts et autres immobilisations financières	506 095	76 285		2 825	14 270		2 825	568 109
<b>Total IV</b>	506 115	76 285	0	2 825	14 270	0	2 825	568 129
<b>Total (I+II+III+IV)</b>	4 577 651	470 196	0	5 389	174 044	0	5 389	4 873 803



## 2. Amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Augmentation Apport	Augmentation Transferts	Diminutions d'amortissem ents de l'exercice	Diminutions Transferts	Amortissement s cumulés à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement, de recherche et développement							
<b>Total I</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres postes d'immobilisations incorporelles	93 902	1 935			296		95 542
<b>Total II</b>	<b>93 902</b>	<b>1 935</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>296</b>	<b>0</b>	<b>95 542</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains	0						
Constructions	183 314	17 735					201 050
Installations générales, agencement des constructions							
Installations techniques, matériels et outillage industriels	508 074	89 998			38 099		559 973
Installations générales, aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique							
Mobilier							
Autres	1 825 812	282 084		406	118 568	406	1 989 328
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et Acomptes							
<b>Total III</b>	<b>2 517 200</b>	<b>389 818</b>	<b>0</b>	<b>406</b>	<b>156 667</b>	<b>406</b>	<b>2 750 351</b>
<b>Total (I+II+III)</b>	<b>2 611 103</b>	<b>391 752</b>	<b>0</b>	<b>406</b>	<b>156 963</b>	<b>406</b>	<b>2 845 892</b>

## Valeur nette

Rubriques	Valeur nette début d'exercice	Valeur nette fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Frais d'établissement, de recherche et développement	0	0
<b>Total I</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 978	7 354
<b>Total II</b>	<b>4 978</b>	<b>7 354</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Terrains	48 446	48 446
Constructions	439 534	421 799
Installations générales, agencement des constructions	0	0
Installations techniques, matériels et outillage industriels	252 457	252 841
Installations générales, aménagements divers	0	0
Matériel de transport	0	0
Matériel de bureau et informatique	0	0
Mobilier	0	0
Autres	715 018	729 342
Immobilisations corporelles en cours	0	0
Avances et Acomptes	0	0
<b>Total III</b>	<b>1 455 454</b>	<b>1 452 428</b>
<b>Total (I+II+III)</b>	<b>1 460 433</b>	<b>1 459 781</b>

## 3. État des amortissements

Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions: reprises de l'exercice	Poste à poste	Dépréciations à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Concession, Brevets ...	93 902	1 935	296	0	95 542
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Construction sur propre	183 314	17 735	0	0	201 050
Installation, matériel et outillage technique	508 074	89 998	38 099	0	559 973
Autres immobilisations corp	1 825 812	282 084	118 568	0	1 989 328
<b>Immobilisations financières</b>					
Stocks					
Créances					
<b>Total I</b>	<b>2 611 103</b>	<b>391 752</b>	<b>156 963</b>	<b>0</b>	<b>2 845 892</b>



#### 4. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Etat des créances	Montant brut 2023	Liquidité de l'actif	
		Echéances	
		A moins d'1 an	A plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	294 125		294 125
Autres	274 005		274 005
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances usagers, clients et comptes rattachés	1 136 228	1 136 228	
<b>Autres</b>	4 363 352	4 363 352	
<b>Charges constatés d'avance</b>	56 715	56 715	
<b>Total</b>	<b>6 124 425</b>	<b>5 556 295</b>	<b>568 130</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	35 058		
Dont prêts récupérés en cours d'exercice	6 502		

#### 5. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients / usagers et comptes rattachés	457 863	357 251
Créances : Avoirs fournisseurs à recevoir	2 407	51 257
Créances sociales et fiscales	1 030	18 556
Autres créances	302 044	159 938
Intérêts financiers		
<b>Total</b>	<b>763 344</b>	<b>587 002</b>

## 6. Charges et produits constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/12/2023
Exploitation	56 715
Financier	
Exceptionnel	
<b>Total</b>	<b>56 715</b>
Produits constatés d'avance	31/12/2023
Exploitation	0
Financier	
Exceptionnel	
<b>Total</b>	<b>0</b>

## 7. Tableau des fonds propres

### A. Tableau de variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres	01.01.2023 A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Transferts	31.12.2023 A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 041 253	21 683		8 000		1 054 936
Fonds propres avec droit de reprise	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	1 953 228	264 576	187 003	187 004		2 217 803
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 910 520	264 576	187 003	187 004		2 175 095
Report à nouveau	917 096	534 894	14 945	1 383		1 465 552
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	927 275	497 685	14 945	1 383		1 438 522
Excédent ou déficit de l'exercice	781 757	-781 757	-920 257			-920 257
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	763 761	-763 761	-709 182			-709 182
<b>Situation nette</b>	<b>4 693 334</b>	<b>37 896</b>	<b>-1 225 541</b>	<b>384 775</b>	<b>0</b>	<b>3 818 034</b>
Fonds propres consommables	0					0
Subventions d'investissement	150 144		13 214	24 762		138 597
Provisions réglementées	1 139 706		26 844	1 040		1 165 511
<b>Total</b>	<b>5 983 184</b>	<b>37 896</b>	<b>-1 185 483</b>	<b>410 577</b>	<b>0</b>	<b>5 122 141</b>

### Ventilation des fonds propres hors résultats de l'exercice



	FOYER	AEMO	CHRS	SIAO	PAE	ASLI	RIOM	DA	Association	Vichy CHRS	SASPP	Vichy ADJ	LHSS	MNA	HULT	IML VICHY	ACT VICHY	MAISON RELAIS	HU 03	CPCA	MESPE	DIV ACT CHRS	TIERS LIEUX	BG IML ALT	ALT03	CRECHE GUILLEMETS	Mediation Familiale	Total
Fonds propres de	34,3	3,8	2,7				0,1		1 004,3																	9,7		1 054,9
l'Association Fonds laissés à disposition	887,0	316,5	1 258,0	194,2	33,2	92,0	3,0	3,1	-58,5	340,1	121,5	64,7	400,2	-22,6	340,6	156,2	66,6	20,6	388,0	56,0	43,5	2,9	-11,8	77,7	110,5	101,2	3,2	4 987,5
<b>Total</b>	<b>921,3</b>	<b>320,2</b>	<b>1 260,7</b>	<b>194,2</b>	<b>33,2</b>	<b>92,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>945,9</b>	<b>340,1</b>	<b>121,5</b>	<b>64,7</b>	<b>400,2</b>	<b>-22,6</b>	<b>340,6</b>	<b>156,2</b>	<b>66,6</b>	<b>20,6</b>	<b>388,0</b>	<b>56,0</b>	<b>43,5</b>	<b>2,9</b>	<b>-11,8</b>	<b>77,7</b>	<b>110,5</b>	<b>110,9</b>	<b>3,2</b>	<b>6 042,4</b>

## Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations

Des provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations peuvent être constituées lorsqu'un ESSMS perçoit de l'autorité de tarification une allocation anticipée destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Cette allocation intervient sous forme de dotations budgétaires supplémentaires versées en amont du programme d'investissement.

Ce mécanisme de « préfinancement » permet de limiter le recours à l'emprunt et neutraliser certains surcoûts d'exploitation générés par des opérations d'investissement.

Le règlement ANC n° 2019-04 prévoit désormais que ces provisions soient comptabilisées et ainsi traitées comme des fonds dédiés sous réserve de respecter les conditions de l'art. 132-1 du règlement ANC n° 2018-06, en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini.

## 8. Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

(Article 153-2 du règ. ANC 2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité		Exercice 2023	Exercice 2022
<b>Résultat comptable</b>		<b>-920 257</b>	<b>781 757</b>
Reprise du résultat antérieur		0	0
<b>Excédent ou déficit effectif global</b>		<b>-920 257</b>	<b>781 757</b>
Dont résultat effectif gestion propre		-211 075	17 996
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		-709 182	763 761
Information complémentaire		Exercice 2023	Exercice 2022
<b>Excédent ou déficit effectif global</b>		<b>-920 257</b>	<b>781 757</b>
Dont établissements en CPOM/ EPRD		0	0
Dont établissements en procédure budgétaire			
annuelle		-709 182	763 761
	Dont résultat effectif gestion propre	-211 075	17 996

## 9. Résultats, reports et réserves n'ayant pas encore fait l'objet d'une notification d'affectation de la part de l'autorité de tarification.

(Article 153-2 du règ. ANC 2019-04')

<b>Excédents</b>		
CHRS L'Escale 2022		9 187,13 €
AEMO 2022		11 386,09 €
FOYER 2022		241 191,39 €
Maison MNA 2022		3 101,42 €
CHRS Vichy 2022		3 805,67 €
<b>Déficits</b>		
SEMNA 2022	89 922,43 €	
	<b>89 922,43 €</b>	<b>268 671,70 €</b>

10. Passage du résultat effectif au résultat administratif et proposition d'affectation  
(éta blissements en procédure budgétaire annuelle.

Etablissement	Résultat comptable	Résultats antérieurs à affecter	Réserve de compensation des déficits	Excédents affectés compensation charges d'amortissement	Dépenses inopposables	Réincorp. prov. IFC	Résultat administratif	Affectation en Réserve					PROPOSITIONS				
								Excédent investissement	Excédent couverture EPR	Compensation déficit	Reprise sur provision pour risques et charges	Compensation charges d'amortissement	Excédent réduction charges exploitation	Excédent financement mesures exploitation	Excédent à rembourser	Déficit à imputer aux charges d'exploitation exercices suivants	Report à nouveau déficitaire ou BAA créateur
FOYER - DEAT	- 229 374,90	43 740,04			- 31 574,76		- 217 209,62	- 65 675,61								- 151 534,01	
HEMO	- 130 447,79	50 878,80			- 13 719,31		- 93 288,30	- 48 706,80								- 44 581,50	
CHRS	7 344,82	14 056,41		1 237,89	- 24 699,44		- 2 051,32	- 2 051,32									
SJAO	1 509,12						1 509,12										
ASLL	- 16 466,02			260,00			- 16 206,02	- 16 206,02									
ASLL Action Logement	10 882,32						10 882,32	10 882,32									
Rom L.T. et ALT	236,72						236,72									236,72	
HLDA	28 863,85					- 28 863,85	-										
Vichy CHRS	- 29 986,08	3 896,77			3 262,20		- 22 837,11	- 13 939,02								8 896,09	
Vichy S.A.S.P.P.	2 842,18			812,53			3 654,71	5 000,00							1 139,00	2 515,71	
Incurie	8 749,15						8 749,15						3 749,15				
Médiation Santé	- 2 072,92						- 2 072,92									- 2 072,92	
Vichy A.D.J.	- 855,56						- 855,56	- 855,56									
Vichy L.H.S.	4 482,48			15 528,66			20 011,14										
S.E.M.N.A	80 967,40	- 30 965,44			3 739,49	- 29 786,00	23 955,45									23 955,45	
INMA EXTERNAUSE	- 12 217,34				54,33		- 12 271,67									- 12 271,67	
Appartements Urgence	- 76 679,65			21 504,27			- 55 175,38	- 1 436,29								- 53 739,09	
IML Vichy	- 34 856,03						- 34 856,03	- 17 281,44								- 17 574,59	
IML Ukraine	- 9 594,84						- 9 594,84	9 594,84									
ACT Vichy	- 1 460,07						- 1 460,07	- 1 460,07									
Nelson Rolais	- 26 221,67						- 26 221,67									- 26 221,67	
HU 03 FW	9 066,09						9 066,09	9 066,09									
HU 03	20 467,41						20 467,41	10 000,00								- 12 271,67	
HU Ukraine	- 257 586,30	160 874,34		2 027,40			- 94 684,56	- 50 000,00								- 53 739,09	
CPCA	2 363,67	55 959,96					58 323,63									- 17 574,59	
MESPE	10 817,62						10 817,62										
TERS LEUX	- 26 397,05	31 210,16					4 813,11	4 000,00									
Appartements ALT	- 53 503,37			6 184,85			- 47 318,52	- 30 938,56								- 16 379,96	
Intermédiation Localive	- 13 465,79			7 944,03			- 5 521,76	- 3 193,97								- 2 327,79	
Baux Cossaints	14 241,33			1 528,20			15 769,53	5 000,00									
Vichy ALT	- 15 819,07						- 15 819,07	- 4 239,14								- 11 579,93	
Vichy ALT FW	- 8 383,83						- 8 383,83									- 8 383,83	
Insertion Crèche	12 105,46						12 105,46	6 000,00									
Fonctionnement Crèche	5 647,98						5 647,98	3 000,00									
Médiation Familiale	- 8 357,51						- 8 357,51									- 8 357,51	
Espace Rencontre	4 789,90						4 789,90	4 789,90									
Sous total ESSMS hors CPOM	- 709 151,61	329 660,04	-	57 027,83	- 63 056,15	- 58 644,85	- 444 194,74	-	-	- 183 835,64	-	45 741,11	58 323,63	16 336,30	1 139,00	- 44 581,50	- 337 317,74
Sous total ESSMS CPOM							-										
TOTAUX	- 709 151,61	329 660,04	-	57 027,83	- 63 056,15	- 58 644,85	- 444 194,74	-	-	- 183 835,64	-	45 741,11	58 323,63	16 336,30	1 139,00	- 44 581,50	- 337 317,74



## II. Gestion propre

Résultat comptable	Déficit	Montants	Excédent	Montants
Affectation	Fonds propres Association	- 221 425,52		
	Report à nouveau		Report à nouveau	
	VICHY VAL D'ALLIER	- 601,83	Réduction des charges d'exploitation Médiation	2 636,04
	PAE	- 724,63	Equine	
	Réserves		Réserves Dont Compensation des déficits Interbailleur	9 040,86
TOTAUX		- 222 751,98		11 676,90



## 11. Tableau de variation des fonds dédiés

### A. Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations			A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>994 714</b>	<b>668 937</b>	<b>873 068</b>	<b>873 068</b>	<b>0</b>	<b>790 583</b>	<b>0</b>
FDS DEDIES SUR SUB	121 646	33 000				154 646	
HOTELS	873 068	635 937	873 068	873 068		635 937	
	0					0	
<b>Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires</b>	<b>627 080</b>	<b>37 524</b>	<b>411 075</b>	<b>411 075</b>	<b>0</b>	<b>253 529</b>	<b>0</b>
FONDS DEDIES SUR INVESTISSEMENT	106 999	0	18 764	18 764		88 235	
CONTRIBUTIONS FINANCIERES A LONG	520 081	37 524	392 311	392 311		165 294	
	0					0	
	0					0	
<b>Contributions financières d'autres</b>	<b>300</b>	<b>140</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>440</b>	<b>0</b>
MAIF DON ACHAT LICENCES	300	140				440	
	0					0	
	0					0	
	0					0	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	0					0	
	0					0	
	0					0	
	0					0	
<b>TOTAL</b>	<b>1 622 094</b>	<b>706 601</b>	<b>1 284 143</b>	<b>1 284 143</b>	<b>0</b>	<b>1 044 552</b>	<b>0</b>

## 12. Tableau de variation des provisions

RUBRIQUES	Provisions au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions des reprises de l'exercice consommées	Diminutions des reprises de l'exercice non consommées	Provisions à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>	<b>1 139 706</b>	<b>26 324</b>	<b>0</b>	<b>-520</b>	<b>1 165 511</b>
Amortissements dérogatoires	0				0
Hausse de prix	0				0
Provision réglementée destinées à renforcer la couverture du BFR	22 757				22 757
Provision réglementée pour produits financiers	0				0
Provision réglementée afférentes aux plus values nettes d'actif	1 116 949	26 324		-520	1 142 754
Autres provisions réglementées	0				0
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>912 332</b>	<b>94 620</b>	<b>-319 727</b>	<b>-52 700</b>	<b>634 525</b>
Provisions pour litiges	193 326	28 189	-110 515	-52 700	58 300
Provisions pour garanties données aux clients	0				0
Provisions pour amendes et pénalités	0				0
Provisions pour pensions et obligations similaires	648 675	66 431	-209 212		505 894
Provisions pour impôts	0				0
Provisions pour charges sur legs et donations	0				0
Autres provisions pour risques et charges	70 331	0			70 331
<b>Total</b>	<b>2 052 038</b>	<b>120 944</b>	<b>-319 727</b>	<b>-53 220</b>	<b>1 800 036</b>



- Le retraitement des provisions réglementées sur immobilisations en fonds dédiés est évoqué au paragraphe « fonds propres » ci-dessus.

#### Indemnités de fin de carrière :

- Depuis le 01.01.2020, l'intégralité de l'engagement au titre des IFC est provisionné (dont les modalités de détermination sont exposées au paragraphe « indemnités de fin de carrière » de la section « principales méthodes retenues » de l'annexe).

Ventilation des dotations de l'exercice			
		Exploitation	Exceptionnel
Total		94 620	26 324
(B)			
Ventilation des reprises de l'exercice			
		Exploitation	Exceptionnel
Total		-319 727	

### 13. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des dettes	Montant brut 2023	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances		
		A moins d'1 an	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
<i>Emprunts obligataires convertibles (2)</i>				
<i>Autres emprunts obligataires (2)</i>				
<i>Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :</i>	2 971 233	2 971 233		
- A 2 ans au maximum à l'origine	2 971 233	2 971 233		
- A plus de 2 ans à l'origine				
<i>Emprunts et dettes financières divers (2) (3)</i>	34 173	34 173		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	1 468 792	1 468 792		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	1 485 958	1 485 958		
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>				
<i>Autres dettes (3)</i>	746 912	746 912		
<i>Produits constatés d'avance</i>				
<b>Total</b>	<b>6 707 068</b>	<b>6 707 068</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice / emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont.. Envers les sociétaires (indication du poste concerné)				

## 14. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	2023	2022
Financier (Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit)		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	196 863	108 962
Dettes fiscales et sociales	674 267	901 059
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 053	2 710
<b>Total</b>	<b>872 183</b>	<b>1 012 731</b>

# Informations relatives aux postes du compte de résultat

## 1. Ventilation des produits

Ressources ANEF 03 - 63

2023

AEMO	1 214 766 €
FOYER	1 570 979 €
CHRS	1 741 236 €
CHRS Vichy	670 239 €
LHSS Vichy ARS	375 238 €
Mineurs non Accompagnés	2 929 371 €
ACT	332 100 €
Services soumis au decret de 2003 - Dotations globales et prix de journées	<b>8 833 928 €</b>
SIAO - DDETS	805 183 €
SIAO - CD	217 000 €
SIAO - DDETS - FRAIS GESTION	88 000 €
ASLL - CLERMONT AUVERGNE METROPOLE - FSL	60 000 €
RIOM - RIOM LIMAGNE ET VOLCANS	6 898 €
HUDA - DDETS	1 242 350 €
SASPP - ARS - SASPP INCURIE ET MEDIATION SANTE	127 219 €
ADJ - DDCS - ADJ AIDE ALIMENTAIRE ET DOMICILIATION	107 300 €
MNA EXTERNALISES - CD	36 000 €
HULT - DDETS	1 720 631 €
IML VICHY + UKRAINE - DDETSPP	844 160 €
MAISON RELAIS - DDETSPP	142 350 €
MAISON RELAIS - CD	10 000 €
HU ALLIER + UKRAINE - DDETSPP	885 827 €
CPCA - ETAT + FIPD	23 000 €
MESPE - CD	94 000 €
DIVERS ACT LIEES AU CHRS - FONDATION France	20 000 €
TIERS LIEUX - DDETSPP	163 255 €
BG IML ALT - DDETS	280 110 €
ALT 03 MERES ENFANTS - DDETS - ALT FVV	57 181 €
LES GUILLEMETS - FSE + CD + VILLE DE CLERMONT + CAF	161 624 €
MEDIATION FAMILIALE MINISTERE JUSTICE + MSA + CAF	41 902 €
<b>Subventions</b>	<b>7 133 991 €</b>
<b>Total budgets alloués (hors hôtels)</b>	<b>15 967 919 €</b>
Prestation de services et mise à disposition de personnel, partic CAF	420 913 €
Facturations ASLL + SASPP	254 826 €
Participation hébergés	306 390 €
Remboursement charges de personnel	7 447 €
Reprises de fonds dédiés sur exercices antérieurs	1 284 143 €
Autres produits	1 072 524 €
<b>Total autres produits 2022</b>	<b>3 346 244 €</b>
<b>Budgets (hors Hôtels) + autres produits</b>	<b>19 314 163 €</b>
<b>Dotations globales et prix de journées</b>	<b>45,74%</b>
<b>Subventions</b>	<b>36,94%</b>
<b>Autres produits (recette en atténuation)</b>	<b>17,33%</b>



## 2. Composition du résultat financier

Libellé	CHARGES	PRODUITS
<b>Charges</b>		
Intérêts d'emprunts		
Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	623	
Escomptes		
Autres		
<b>Produits</b>		
Titres de participations		
Titres immobilisés		
Créances immobilisées		
Valeurs mobilières de placement		30 346
Escomptes obtenus		2 334
Autres		
<b>Total</b>	<b>623</b>	<b>32 680</b>

## 3. Composition du résultat exceptionnel

Libellé	CHARGES	PRODUITS
<b>Charges</b>		
Pénalités	3 294	
Dons		
Charges sur exercice antérieurs		
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	3 327	
Dotations aux provisions réglementées	26 324	
Autres	14 387	
<b>Produits</b>		
Pénalités perçues		
Libéralités reçues		
Produits sur exercices antérieurs		
Produits de cessions d'éléments d'actif		3 684
Quote-part de subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		14 775
Reprises des provisions réglementées		
Reprises sur amortissements dérogatoires		
Autres		1 625
<b>Total</b>	<b>47 332</b>	<b>20 084</b>

## Autres informations

### 1. Effectifs

Catégorie	Nombre de salariés temps plein	Nombre de salariés temps partiel	Total salariés	Equivalents Temps Plein
Cadre	29	13	42	35,76
Non cadre	198	29	227	217,87
Mise à Disposition				
<b>Total</b>	<b>227</b>	<b>42</b>	<b>269</b>	<b>253,63</b>

### 2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

En application de l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevée à 0 €.

## Engagements hors bilan

### 1. Avals, garanties et cautions

Néant

### 2. Crédit-Bail

Néant